



**Michel David** se penche sur «la bébelle» qu’est le rapport Pelletier *Page B 3*

**Mitt Romney** et ses partisans devront élargir leurs appuis *Page B 2*

Depuis le début de la campagne, le **débat d’idées** a été complètement écarté *Page B 5*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 1<sup>ER</sup> ET DIMANCHE 2 SEPTEMBRE 2012

ÉLECTION 2012

## Les cinq scénarios possibles

La présente élection générale est l’une des plus serrées, voire la plus serrée, de l’histoire moderne du Québec. Bien difficile de prédire le résultat de mardi. Les sondages indiquent certaines tendances, mais le nombre d’indécis, de discrets et de ceux qui refusent de répondre est encore élevé. Dans un esprit « on jase, là », nous avons tenté, Michel David, Robert Dutrisac et moi, de définir quelques scénarios pour l’après-4 septembre. Une chose est sûre : la vie politique ne sera pas un long fleuve tranquille.



Pauline Marois



Jean Charest



François Legault



Françoise David

### LES PLUS PROBABLES

#### 1. Le PQ minoritaire avec le PLQ formant l’opposition officielle

Dans ce premier scénario — celui privilégié par le site « Si la tendance se maintient » de Bryan Breguet —, les deux « vieux partis », comme les appelle François Legault, auraient réussi à conserver leur domination sur le système politique québécois. Mais ils ne s’en tireraient pas totalement indemnes. Pauline Marois et le PQ se sentiraient-ils assez solides pour appliquer leur plan des 100 premiers jours ? Certains éléments ne poseraient pas problème, comme le sommet sur l’éducation post-secondaire. Mais les étudiants, devant la faiblesse du gouvernement, pourraient se montrer plus intransigeants. D’autres mesures promises par le PQ seraient vraisemblablement abandonnées : la modification de la Loi sur les consultations populaires pour y inclure le principe du référendum d’initiative populaire ne serait pas une priorité, par exemple. « Purs et durs » et « caribous » ne désarmeraient toutefois pas et des tensions réapparaîtraient sûrement au sein du PQ. Certains d’entre eux seraient-ils tentés de rejoindre l’option nationale ? La nouvelle loi 101 verrait-elle le jour ? Et la charte de la laïcité ? Qu’advient-il de Jean

Charest dans ce scénario ? La décision des électeurs de Sherbrooke sera déterminante sur son choix. S’il est battu, il est certain qu’il quittera la politique. « Il aime tellement ça », a confié Michèle Dionne pendant la campagne. Au point de redevenir chef de l’opposition ? Laissez-nous en douter. Dans ce scénario minoritaire péquiste, le ou les députés de Québec solidaire et d’Option nationale pourraient avoir un rôle de clef de voûte, de balance du pouvoir. Les députés de QS et d’ON offrirait leur appui moyennant certaines demandes, bien entendu. Françoise David a soutenu qu’elle « ne demanderait pas la lune » et appuierait le gouvernement pour toute mesure progressiste. Elle refuserait toutefois l’extension de la loi 101 au cégep, la charte de la laïcité et la loi sur l’identité. Le duo QS déposerait des projets de loi, notamment sur Pharma-Québec et l’instauration d’un mode de scrutin proportionnel. Les oppositions libérale et caquiste refuseraient sans doute ce changement démocratique fondamental. Faute de consensus, cette réforme réclamée depuis les années 1970 mourrait une fois de plus au feuillet.

Chose certaine, le nouveau gouvernement péquiste souhaiterait se donner un budget conforme à ses engagements. Mais l’exercice s’avérerait extrêmement périlleux. Les négociations pour le budget seraient sans doute très difficiles. Mais les libéraux n’auraient pas intérêt à voir le gouvernement tomber puisqu’ils seraient sans doute affaiblis et en reconstruction. Le départ probable de Jean Charest, dans ce scénario, plongerait en effet les libéraux dans une course à la chefferie. En plus, un événement clé, extérieur à la politique politicienne, risque de travailler au corps, sur une longue période, la marque de commerce libérale : la commission Charbonneau. Le troisième parti d’opposition, la Coalition avenir Québec, se montrerait sans doute moins conciliant dans les négociations sur le budget. Déjà, François Legault a affirmé qu’il ne serait pas enclin à collaborer avec un gouvernement minoritaire péquiste (voir citation dans scénario 2). Mais il serait malvenu de se montrer trop agressif puisque l’opinion publique ne souhaiterait sûrement pas avoir une nouvelle campagne électorale.

#### 2. Le PQ minoritaire avec la CAQ formant l’opposition officielle

C’est le scénario le plus souvent évoqué en raison de l’ordre dans lequel la grande majorité des sondages placent les trois principaux partis. Encore vendredi, le sondage CROP-La Presse estimait que le PQ était en première place avec 32 % des voix, la CAQ en deuxième avec 28 % et le PLQ en troisième place avec 26 %. L’ordre dans le pourcentage de vote ne se traduit pas toujours dans le résultat du scrutin et le nombre de sièges obtenus. Toutefois, le faible score du PLQ dans le vote francophone et la concentration de son vote laissent croire que ce scénario 2 est possible. Comme dans le scénario 1, il s’avère difficile pour le gouvernement Marois d’appliquer sa plateforme électorale, mais elle a un peu plus de latitude pour ce faire. Le budget est encore plus difficile à faire, même si l’entente sur l’abolition de la taxe santé, avec une opposition caquiste,

est plus aisée à obtenir. Les mesures relevant du nationalisme économique aussi, comme le départ de Michael Sabia de la tête de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Cependant, François Legault a fait savoir, le 16 août, qu’il « serait très difficile » pour lui de collaborer avec un gouvernement minoritaire. « Actuellement, il y a un parti qui a les mains sales, c’est le Parti libéral ; il n’est pas question de s’associer avec ce parti-là. Et il y a un parti qui a les mains attachées, que je connais bien, qui est le Parti québécois. » La CAQ se retrouverait toutefois en grande partie dans la situation intenable qu’a connue l’ADQ en 2007 : incarner la nouveauté sans les pouvoirs nécessaires pour réaliser quelque changement que ce soit, tout en étant soumise à une demande pressante de la part de l’opinion : démontrer qu’elle est apte à exercer le pouvoir. Menacer de faire tomber le gouverne-

ment sera difficile, alors qu’une bonne partie de la population refusera sans doute de retourner en campagne électorale : il faudrait en tout cas un dossier où la CAQ aurait l’appui clair de l’opinion publique. Dans ce scénario, le Parti libéral entamerait une traversée du désert encore plus pénible que dans le scénario 1. Pour une première fois depuis 1867, il serait arrivé troisième, serait relégué au « poulailler » du parlement, près du commutateur, réduit à sa base anglo et allophone. Nul doute que Jean Charest quitterait la tête du parti et la vie politique. Il l’annoncerait peut-être même sur-le-champ à Sherbrooke, le soir de l’annonce des résultats. Un peu comme Paul Martin en 2006. Ce serait sa deuxième défaite historique à vie après celle du Parti progressiste-conservateur en 1993. Le PLQ entamerait une période aussi difficile que celle que son cousin fédéral (PLC) vit actuellement.

**Lire aussi** : autres scénarios en *Page B 3*

ÉTATS-UNIS

# Le grand écart de Mitt Romney

## Les républicains doivent avant tout mobiliser leur base... et l'élargir

Avec un électorat polarisé au possible, Mitt Romney doit avant tout, pour s'emparer des clés de la Maison-Blanche, s'appuyer sur une stratégie visant à mobiliser la base militante de son parti. Mais cela risque bien de ne pas être suffisant : les républicains doivent partir à la cueillette dans la mince talle d'électeurs indépendants.

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY  
à Tampa, Floride

Avant que Mitt Romney ne livre le discours le plus important de sa carrière politique, jeudi soir à Tampa, la question qui brûlait les lèvres des analystes était : Lancera-t-il de la viande rouge à ses militants, histoire de galvaniser les conservateurs qui forment sa base électorale, ou jouera-t-il de la modération afin de se rendre acceptable aux yeux des électeurs encore indécis ?

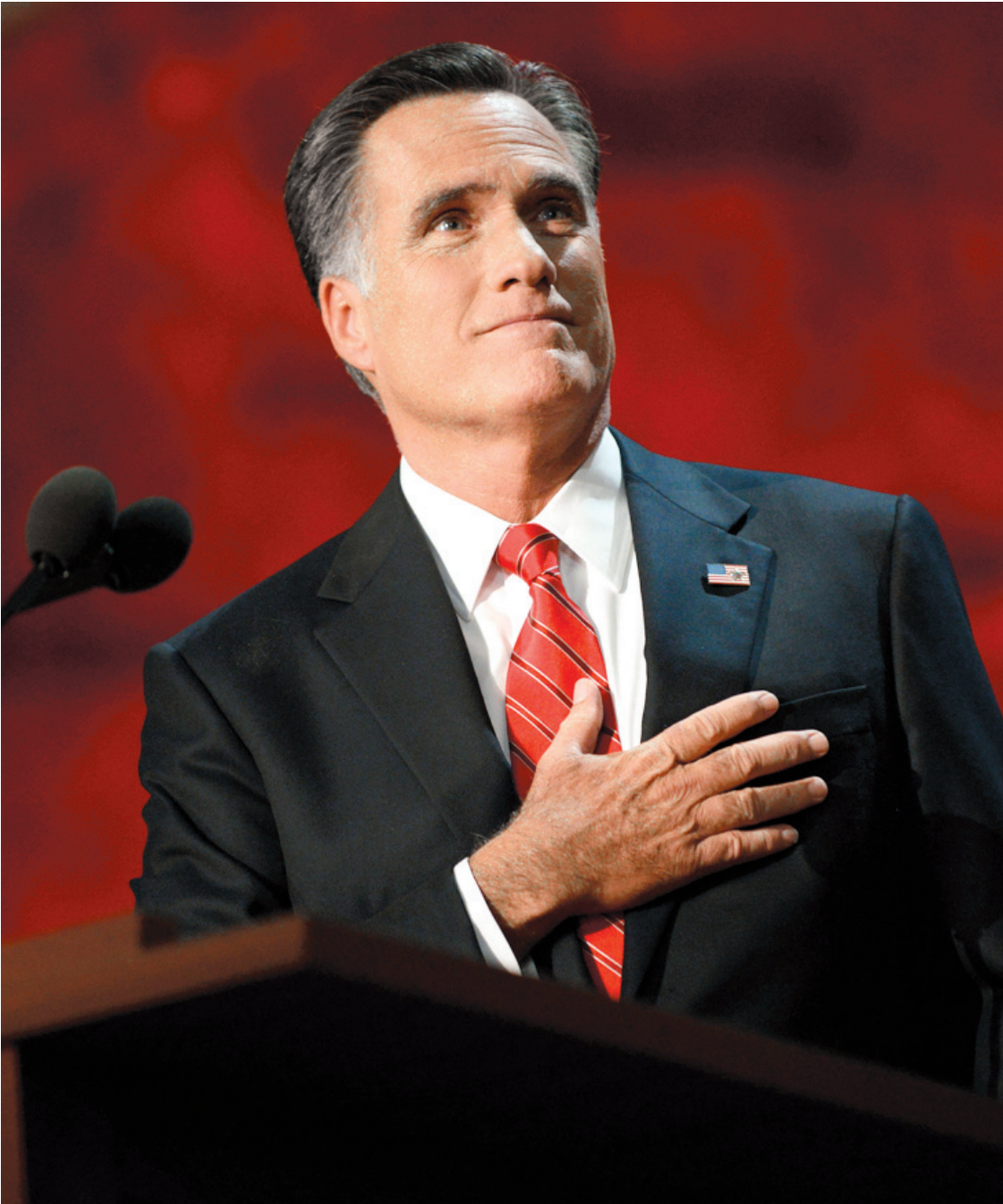
Le candidat fraîchement nommé par les délégués de son parti a finalement opté pour la seconde voie. Son discours a usé de prudence en ne faisant qu'effleurer les questions morales chères aux conservateurs sociaux au sein de son parti (avortement, mariage gai...) et d'autres enjeux chauds comme la loi sur la santé d'Obama, qu'il n'a mentionnée que deux fois. Mais cette approche dans le discours de clôture de la convention républicaine ne peut cacher le fait que la campagne électorale présidentielle qui vient de commencer officiellement risque fort d'être remportée par le candidat qui sera le plus à même de mobiliser sa base électorale. « *Ce ne sera pas une campagne axée sur la persuasion, mais bien sur la mobilisation* », résume au *Devoir* Alan Abramowitz, professeur de science politique à l'université Emory.

La raison est ultimement statistique. Bien que les sondages indiquent que les républicains, les démocrates et les indépendants forment trois groupes de taille pratiquement égale parmi les électeurs inscrits, la réalité est que les véritables indépendants ne forment que 5 à 7 % de l'électorat américain, assure M. Abramowitz, selon qui la plupart des électeurs ont déjà arrêté leur choix, même si l'on est à plus de deux mois de l'élection.

### Les intentions de vote

Autre indicateur que les intentions de vote sont déjà cristallisées : la stabilité quasi imperturbable des sondages. Depuis début juin, les intentions de vote pour l'un ou l'autre des candidats compilées par le *New York Times* sont au beau fixe, Obama oscillant autour de 50 % et Romney, de 48 %. Et peu d'analystes s'attendent à ce que les intentions de vote varient beaucoup d'ici le 6 novembre. A moins d'une gaffe majeure, d'une crise nationale ou d'une reprise ou d'une dégradation sérieuse de l'économie.

Il n'est donc pas anecdotique que la plupart des discours prononcés la semaine dernière à Tampa cherchaient à marquer une nette différence entre Romney et Obama, une stratégie visant à faire vibrer la fibre anti-Obama qui habite les électeurs républicains. Les étoiles du parti et le candidat lui-même ont très peu tenté de reprendre à leur compte les thèmes du président, hormis celui de l'espoir et du



BRENDAN SMIALOWSKI AGENCE FRANCE-PRESSE

Mitt Romney jeudi soir, peu après sa nomination officielle

changement, non sans une ironie visiblement assumée de la part des républicains. L'ancien gouverneur du Massachusetts, qui a fait des échecs d'Obama et de son contraste avec lui le thème central de son discours, y est d'ailleurs allé d'un sarcasme en affirmant que « [le président] a promis de freiner la hausse du niveau des mers et de soigner la planète. Ma promesse... est de vous aider, vous et votre famille. »

### La caution Ryan

Heureusement pour Romney, l'accent mis sur l'économie dans sa campagne lui permet de mobiliser la base conservatrice de son parti tout en évitant de devoir aborder des enjeux plus délicats et polarisants pour l'ensemble des Américains, tels l'avortement et le mariage entre conjoints du même sexe.

C'est ici qu'entre en scène son colistier, Paul

Ryan, qui a été adoubé lors de la convention dans son rôle de « *chien d'attaque* » du tandem républicain, comme l'ont qualifié certains quotidiens américains au lendemain de son discours, mercredi soir. Le jeune élu du Wisconsin et président du comité sur le budget à la Chambre des représentants est la caution conservatrice de Romney, qui a de la difficulté à rassurer pleinement les électeurs les plus à droite. « *Paul Ryan enthousiasme vraiment les conservateurs. Ils l'aiment vraiment*, explique au *Devoir* Kyle Kondik, analyste au Center for Politics à l'Université de Virginie.

Son rôle principal est incontestablement de mettre la base électorale du parti sur le chemin des urnes, le 6 novembre. »

Très conservateur sur le plan fiscal, Paul Ryan défend un programme axé notamment sur la réduction des dépenses et des revenus de l'État,

« **Le message que le Parti républicain envoie aux Hispaniques n'est pas très séduisant** »

# Le nouveau faucon américain

ALAIN FRACHON

Le ton est celui d'un nationaliste américain qui ignore le doute, voire le monde d'aujourd'hui. En politique étrangère, Mitt Romney, l'homme qui affrontera Barack Obama en novembre, est un mixte de Ronald Reagan et, plus encore, de Bush junior.

Il se situe à l'aile droite du Parti républicain — du moins à en juger par ses rares interventions dans ce domaine. Il s'est donné le profil d'un faucon. Il sera, promet-il, un président qui va remettre à leur place la Chine, la Russie, l'Iran et quelques autres encore. Ceux qui osent défier la prééminence des États-Unis, qu'il entend « *restaurer* », n'ont qu'à bien se tenir.

Comme c'est le cas le plus souvent, depuis la fin de la guerre froide, les questions internationales ne jouent presque aucun rôle dans la campagne. Elles ont tenu une place secondaire cette semaine lors de la convention républicaine réunie à Tampa, en Floride. L'ancien gouverneur du Massachusetts a été couronné, mardi 28 août, candidat officiel du Parti républicain pour le scrutin du 6 novembre.

Cette élection n'a qu'un seul sujet : l'économie. Pourtant, la manière d'aborder les questions de politique étrangère dit quelque chose de l'homme Romney. Et, incidemment, elle intègre le reste du monde...

L'approche est d'abord désinvolte. En 2007-2008, le candidat Obama a pris le temps durant sa campagne de visiter l'Afghanistan, l'Irak, la Jordanie, Israël, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Rien de tel avec Romney. Il a fait trois petits voyages en août. À Londres, il a montré son sens de la diplomatie et la haute idée qu'il a des Européens en émettant des doutes sur les capacités de la Grande-Bretagne à organiser les Jeux olympiques!

Il n'a pas pris un grand risque en allant ensuite flatter la Pologne, le plus proaméricain des pays du Vieux Continent. Enfin, il s'est

rendu à Jérusalem, pour dire aux Israéliens qu'un président Romney approuverait toutes leurs décisions quelles qu'elles puissent être.

Voilà pour les gestes. Pour le reste, la rhétorique, l'élégant patricien de la Nouvelle-Angleterre (région regroupant six États du nord-est des États-Unis) avait le choix. Il pouvait être fidèle à sa famille politique d'origine, les républicains modérés : en politique étrangère, ils sont prudemment interventionnistes, comme Robert Zoellick, l'ex-patron de la Banque mondiale, un réaliste choisi par Romney pour préparer « *la transition* » (en cas de victoire).

Ou bien le candidat républicain pouvait accompagner la dérive droitière de sa formation et s'aligner sur les « durs » : un mélange de néo-conservatisme et d'ultranationalisme. Par conviction ou par cynisme, il a opté pour la seconde solution. Son discours l'engage.

Il célèbre sans réserve la gloire des États-Unis. « *Il n'y a pas à s'excuser pour la grandeur de l'Amérique*, écrit-il. *Je crois que notre pays est la plus grande force pour le bien que le monde ait jamais connue*. » Il ne voit pas de raison pour que le XXI<sup>e</sup> siècle, comme le précédent, ne soit pas à son tour un « siècle américain ».

Naturellement « bonne », l'Amérique doit avoir les mains libres, sa prééminence militaire doit être conservée à tout prix. Romney s'engage à ce que le budget de la défense du pays — près de 700 milliards de dollars — ne soit jamais inférieur à ce qu'il représente aujourd'hui : 4 % du produit intérieur brut. Il a même promis de l'augmenter. Il entend accroître de 100 000 hommes les effectifs de l'armée américaine.

Il dénonce chez Obama une tendance au compromis sur la scène internationale. Le démocrate composerait. Le républicain rétablira, lui, la prépondérance absolue des États-Unis. Il a qualifié la Russie « *d'ennemi géopolitique numéro un* ». Il a prévenu la Chine : dès son arrivée à la Maison-Blanche, Romney l'accusera de « *manipuler sa monnaie* » et prendra des sanctions commerciales à son encontre. Il



JUSTIN SULLIVAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Mitt Romney en campagne avant la convention républicaine

a averti l'Iran : il soutiendra une offensive israélienne — sous-entendu : les États-Unis pourraient bien y participer. Il a pris des engagements fermes pour l'Afghanistan : pas question d'arrêter la guerre tant que les talibans ne sont pas défaits.

Dans l'*International Herald Tribune*, Roger Cohen écrit joliment : « *Je n'ai pas encore ren-*

ainsi que sur la réduction de la dette. Il est également pour une réforme des programmes sociaux comme Medicaid et farouche opposant de la réforme de la santé d'Obama, qu'il promet, avec Romney, d'abolir s'ils sont élus.

### Indispensables Hispaniques

Des républicains gonflés à bloc ne pourraient toutefois permettre à eux seuls à Mitt Romney et à Paul Ryan de remporter l'élection. Si l'électeur mâle blanc de la classe moyenne reste la principale clientèle des républicains, un groupe d'électeurs dont le taux de participation est habituellement faible, le candidat à la présidence et son colistier doivent convaincre des membres de la communauté hispanique de leur accorder leur voix. (Les républicains fondent cependant très peu d'espoirs sur les Afro-Américains, un électorat traditionnellement démocrate qui a voté à 95 % pour Obama en 2008.)

« *Le message que le parti républicain envoie aux Hispaniques n'est pas très séduisant*, reconnaît Alan Abramowitz. *Couper dans les dépenses des programmes sociaux et être "dur" sur l'immigration, ce n'est pas très populaire auprès d'eux. Mais les républicains n'ont pas jeté la serviette, car si Obama arrache à nouveau une large part du vote de cette communauté qui est très présente dans des États-pivots comme le Nevada, le Colorado et la Floride, ils sont à peu près sûrs de perdre.* »

Mauvaise nouvelle pour Romney, le président jouit ici d'une forte avance. Parmi les Hispaniques qui sont allés aux urnes en 2008, Obama a réussi à convaincre les deux tiers d'entre eux de voter pour lui, une hausse de plus de 13 % par rapport au vote engrangé par John Kerry quatre ans plus tôt. Et les sondages ont montré au cours des derniers mois qu'il continue de séduire bon an mal an une part similaire de cette tranche de l'électorat.

Les efforts déployés par les républicains pour charmer les Hispaniques étaient on ne peut plus évidents lors de la convention. En plus d'un court film hommage aux élus du parti issus de cette communauté et des mots prononcés en espagnol par Craig Romney, fils de Mitt, et de bien d'autres invités de prestige, les organisateurs avaient pris soin d'inscrire un Hispanique à l'agenda pour les heures de télédiffusion (entre 22 h et 23 h). C'est donc la première dame de Porto Rico — un État libre associé qui ne vote pourtant pas lors de la présidentielle — qui a présenté Ann Romney mardi soir ; la gouverneure du Nouveau-Mexique, Susana Martinez, a pris la parole mercredi ; enfin, il est revenu au sénateur de la Floride issu de la communauté cubaine Marco Rubio de présenter Mitt Romney.

Ce sera au tour des démocrates de tenir leur grand rassemblement, la semaine prochaine, à Charlotte, en Caroline du Nord. Il y a fort à parier que Barack Obama tentera lui aussi de vivifier les militants de son parti, qui ont perdu de la vigueur depuis 2008. Mais dans le grand écart que doivent faire les candidats présidentiels, entre mobiliser sa base militante et convaincre les indépendants, le président ne manquera sûrement pas de venir jouer sur le terrain sur lequel Mitt Romney tente d'élargir sa base électorale.

Collaborateur  
Le Devoir

contré de guerre que Romney n'ait envie de mener » On sait le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, proche des républicains américains. Mitt Romney le lui rend bien : sa politique proche-orientale, c'est de faire ce que « Bibi » lui dit de faire.

Passons sur le fait que sa politique de défense risque de creuser les déficits budgétaires — une habitude chez les républicains. Ce qui trouble le plus, c'est une posture en politique étrangère qui paraît avoir été arrêtée il y a dix, vingt ou trente ans. Le discours ici a des allures de vieille recette, qui consiste à affirmer haut et fort la primauté des États-Unis, d'abord grâce à sa puissance armée.

Cela rappelle étrangement celui de Bush junior au lendemain des attentats de 2001, cette combinaison d'ultranationalisme et d'idéalisme botté. Comme si le monde n'avait pas changé ; comme si l'Irak et l'Afghanistan n'avaient pas montré les limites de la machine de guerre américaine ; comme si de nouvelles puissances n'avaient pas émergé qui, comme le Brésil, la Turquie ou l'Indonésie, entendent contester la prééminence occidentale ; comme si l'économie américaine n'était pas étroitement imbriquée à celle de la Chine.

Obama est lui aussi convaincu de la nécessité pour l'Amérique de rester la première puissance stratégique du monde. Il le dit volontiers. Mais il a cherché à maintenir cette position dans les conditions de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, pas dans celles d'hier.

Romney caricature la réalité. À l'intérieur, il vante un cocktail de déréglementation financière, de baisse des impôts et de retrait général de l'État — tout ce qui a conduit à la crise de 2008!

À l'extérieur, le ton est celui entendu avant les désastres de l'Irak et de l'Afghanistan. La nostalgie du candidat Romney pour le monde idéologique de « W » est de mauvais augure.

Le Monde

# PERSPECTIVES



Les chefs des quatre principaux partis peu avant le débat.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## 3. Le Parti québécois majoritaire

La vie d'un gouvernement Marois majoritaire serait en apparence facilitée par rapport aux scénarios minoritaires. En apparence, car on peut s'attendre à ce que, si le PQ est majoritaire, ce soit par une faible marge : il atteindrait tout juste le seuil de 63 sièges. La nomination d'un président serait un casse-tête pour le PQ, cela lui ferait perdre un siège.

Dans le cas où le PQ serait élu avec quelque 35 % des voix, il serait difficile pour un gouvernement Marois de mettre en vigueur son plan des 100 premiers jours. Cela susciterait sans doute de la grogne dans les rangs souverainistes, ce qui pourrait faire croître un parti comme Option nationale. Pauline Marois souhaiterait sans doute retirer à ses députés le droit au vote libre.

Ottawa serait sur un pied de guerre. Bien que plusieurs aspects du « plan B » soient déjà en vigueur (la Loi sur la clarté par exemple), les tensions entre le Québec et le gouvernement Harper pourraient être grandes. Dans les derniers mois, Stephen Harper a sollicité les conseils de l'ancien premier ministre progressiste-conservateur Brian Mulroney pour se préparer à un retour du PQ au pouvoir. Dans ce cas de figure, le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, aurait à jongler entre la tentation de remplacer Jean Charest comme « Capitaine Canada » et jouer le rôle de chef fédéral qui comprend le Québec tout en rejetant la souveraineté.

Ici aussi, il faut évoquer des sous-scénarios. La vie d'un gouvernement majoritaire Marois ne serait pas la même selon que l'opposition soit caquiste ou libérale.

## 4. La CAQ minoritaire avec le PQ comme opposition officielle

Il se peut que les sondages aient sous-estimé la montée du nouveau parti de François Legault, un peu comme ils l'ont fait avec le NPD le 2 mai 2011. Un gouvernement CAQ minoritaire (ou PLQ minoritaire) provoquerait une crise aiguë au Parti québécois. Les problèmes de 2011 de Pauline Marois « ne seraient que de la petite bière » en comparaison de ceux qu'elle éprouverait comme chef.

Malgré neuf ans de gouvernement libéral impopulaire, elle n'aurait pu livrer un gouvernement au parti. Déchirements, crise, implosion, mort du PQ ?

Toutes ces formules siérait. Le PLQ aussi traverserait une crise comparable à celle décrite dans le scénario 2.

François Legault a exclu toute possibilité de forger une coalition avec le PLQ, mais dans un cas comme celui-là, la question serait soulevée et les pressions seraient grandes. « Je crois que la capacité à négocier des politiciens est beaucoup plus grande que peut le faire penser le jeu partisan », affirme le politologue de l'Université de Sherbrooke Jean-Herman Guay. Chose certaine, M. Legault ne pourrait appliquer l'ensemble de son plan.

## 5. Le Parti libéral minoritaire

« Si ça arrive, il y a des firmes de sondage qui vont manger leurs bas », lance en éclatant de rire le politologue Jean-Herman Guay à l'autre bout du fil. Peut-être pas Forum Research, qui, dans un sondage totalement à contre-courant des CROP et Léger, plaçait les libéraux en tête le 22 août.

De toutes les firmes canadiennes, Forum est celle qui s'est le moins trompée pour prédire

les résultats albertains de la fin avril.

Une victoire du Parti libéral du Québec minoritaire relancerait vraisemblablement la crise sociale du printemps autour des droits de scolarité. Ce gouvernement déjà faible serait donc assiégé; et le parti qui le formerait serait vraisemblablement bouleversé par certaines révélations de la commission Charbonneau.

## La bébelle



MICHEL DAVID

Le rapport Pelletier, qui tenait lieu de bible constitutionnelle du PLQ en 2003, voyait dans le futur Conseil de la fédération « l'élément clé d'une nouvelle dynamique fédérative au Canada » et le « symbole du fédéralisme coopératif ».

Si Jean Charest le tenait pour la huitième merveille du monde, le Parti québécois a tout de suite pris la nouvelle institution en grippe. Le Québec est « rentré dans le rang », disait Bernard Landry, qui dénonçait cet « acte de soumission » qui ramenait le Québec au rang de « province comme les autres », alors qu'il constituait une « nation ». Toutes les occasions étaient bonnes pour le décrier. Le chef de la défunte ADQ, Mario Dumont, était également d'avis qu'il devait être aboli.

Le discours n'a pas changé quand Pauline Marois a pris la direction du PQ, sinon qu'il s'est fait encore plus virulent. En avril 2010, son porte-parole en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes, Alexandre Cloutier, intimait au premier ministre Charest de se débarrasser de cette « bébelle » et de revenir à des négociations bilatérales, de nation à nation, entre Québec et Ottawa.

En mars de l'année suivante, son successeur, Bernard Drainville, affirmait que des millions provenant des poches des Québécois y étaient investis dans le seul but de vanter les mérites du fédéralisme et du statu quo constitutionnel.

En entrevue avec l'équipe éditoriale du *Devoir* jeudi, la chef péquiste était pourtant toute disposée à s'accommoder de la « bébelle ». « On ne pratiquera jamais la politique de la chaise vide », a-t-elle déclaré. Conséquemment, elle entend donc continuer à participer aux travaux du Conseil de la fédération. Elle y sera certainement accueillie avec chaleur. Qui sait, si elle est première ministre suffisamment longtemps, son tour viendra peut-être de le présider ?

M<sup>me</sup> Marois prétend vouloir sortir le Québec du Canada, mais elle n'ose même pas se retirer d'une institution que les péquistes ont toujours présentée comme un véritable piège à cons. Ça promet pour la « gouvernance souverainiste » ! En quoi consiste la souveraineté, sinon à laisser la chaise vide ?

◆ ◆ ◆

À écouter M<sup>me</sup> Marois, il était assez difficile de voir en quoi son gouvernement serait très différent de celui que dirigerait François Legault en ce qui concerne les relations fédérales-provinciales.

Comme le chef de la CAQ, elle souhaite avoir des « échanges directs » avec Stephen Harper. Comme lui, elle présenterait à Ottawa une liste de pouvoirs à rapatrier. Il est vrai qu'elle semble un peu plus pressée de le faire, mais elle refuse tout aussi catégoriquement que François Legault de dire ce qu'elle ferait en cas de refus.

Il serait certainement injuste de reprocher à un gouvernement Marois les limites que le statut minoritaire annoncé par les sondages lui imposerait. Tout le monde comprendrait que les grandes manœuvres référendaires soient exclues. Plusieurs en seraient même grandement soulagés.

Même si d'autres députés souverainistes, qu'ils soient élus sous la bannière de Québec solidaire ou d'Option nationale, héritaient de la balance du pouvoir, sa marge de manœuvre demeurerait très étroite. Amir Khadir et François David ont déjà indiqué qu'ils n'appuieraient pas l'extension des dispositions de la Charte de la langue française ou encore la création d'une citoyenneté québécoise qui conditionnerait certains droits à la connaissance du français.

Il aurait quand même été possible de faire un geste symbolique, parfaitement légal, en annonçant qu'un gouvernement souverainiste quitterait le Conseil de la fédération, que M<sup>me</sup> Marois juge d'ailleurs elle-même inutile. Il y aurait eu là une sorte d'avertissement que quelque chose allait changer.

Après l'échec de l'accord du lac Meech, Robert Bourassa, qui n'avait pourtant aucune velléité de quitter la fédération, avait décidé de boycotter les rencontres fédérales-provinciales, ne voulant plus négocier que d'égal à égal avec Ottawa. Tout au plus le Québec y déléguait-il des observateurs. Avec la « gouvernance souverainiste », ce sera apparemment *business as usual*.

◆ ◆ ◆

Depuis le référendum de 1995, c'est la dichotomie entre la parole et le geste des chefs péquistes qui a éloigné bon nombre de souverainistes, qui se retrouvent aujourd'hui à Québec solidaire ou à Option nationale, quand ils n'ont pas simplement décroché.

Jeudi soir au Métropolis, Pauline Marois a lancé une de ces phrases propres à enflammer les militants : « Après 400 ans d'existence, 250 ans après la Conquête, une génération de lutte politique, neuf ans de recul libéral, il est temps que les souverainistes se mettent en marche. »

La chef péquiste a raison de dire qu'elle a « besoin d'un mandat majoritaire pour faire un pays ». Elle serait cependant plus convaincante si, au-delà de la rhétorique, elle donnait des signes un peu concrets qu'elle est prête à en prendre les moyens.

mdavid@ledevoir.com

### ONTARIO

## McGuinty à la recherche d'une majorité

MANON CORNELLIER

Les Québécois sauront mardi s'ils se retrouveront ou non avec un gouvernement minoritaire. Les Ontariens, eux, apprendront jeudi si l'affrontement entre les enseignants et leur gouvernement donnera aux libéraux de Dalton McGuinty la majorité qui leur a échappé l'an dernier.

Deux élections partielles auront lieu le 6 septembre en Ontario afin de remplacer une conservatrice et un libéral démissionnaires. Si les libéraux l'emportent, ils auront l'unique siège qui leur manquait pour gouverner sans l'appui d'un des partis d'opposition.

Pour y parvenir, Dalton McGuinty, le « premier ministre de l'Éducation », comme on le surnomme, joue gros. Il a choisi de prendre de front les enseignants, ses alliés des élections précédentes. Le printemps dernier, il leur a demandé d'accepter un gel de salaire de deux ans et la fin de l'accumulation des congés de maladie qui leur étaient remboursés au moment de la retraite. Devant leur refus, il a rappelé l'Assemblée législative lundi dernier pour faire adopter une loi spéciale imposant le nouveau contrat de travail et suspendant le droit de grève.

Son argument : il fallait agir vite pour empêcher que le contrat actuel soit automatiquement renouvelé, ce qui se serait produit samedi. Avec son déficit de 14,8 milliards de dollars, disent les libéraux, la province ne peut à la fois payer la facture de 473 millions associée à ce contrat et aller de l'avant avec certaines promesses populaires, comme des classes plus petites et un programme de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein.

« Notre projet de loi est conçu de façon à faire une pause pour ce qui est du salaire des enseignants tout en continuant à réduire la taille des classes, à investir dans la mise en place des jardins d'enfants à temps plein, à faire des progrès du côté des résultats et du taux de diplomation », a répété le premier ministre McGuinty lors de la reprise des travaux parlementaires lundi.

« Le message du gouvernement est qu'il n'agit pas contre l'éducation, mais pour protéger les services, ce qui passe bien auprès d'une partie de la population », note le politologue Richard Nimijean, de l'École d'études canadiennes de l'Université Carleton. « L'Ontario a déjà connu des grèves dans le secteur de l'éducation et les enseignants ne sont pas les plus populaires. De plus, en période de ralentissement économique et de restrictions budgétaires, le gouvernement marque des points en s'en prenant à un groupe jugé, à certains égards, privilégié. »

Et c'est habile politiquement, poursuit-il. Minoritaire, M. McGuinty adopte la stratégie qui a fait le succès de Stephen Harper. Il joue son principal opposant — le chef conservateur Tim Hudak — tout en isolant le troisième parti qui gagne du terrain, le Nouveau Parti démocratique d'Andrea Horwath. En fait, les libéraux donnent l'impression d'être au centre, dit M. Nimijean, entre les conservateurs qui iraient plus loin et le NPD qui est vu comme l'allié des syndicats. « M. McGuinty se présente comme exerçant un leadership clair et responsable sur le plan fiscal, d'avantage dans la lignée de Jean Chrétien que dans celle des compressions de Mike Harris. »

Ce calcul très politique comporte toutefois de très gros risques pour Dalton McGuinty, reconnaît le professeur. La grande majorité des en-



LA PRESSE CANADIENNE

Dalton McGuinty

seignants est furieuse de se faire imposer un contrat de travail. Plus de 5000 d'entre eux étaient d'ailleurs sur les pelouses de l'Assemblée législative mardi pour protester contre la loi spéciale, ce qui ne s'était pas vu depuis les années Rae et Harris.

La presse torontoise était parsemée de témoignages d'enseignants se sentant trahis, eux dont les syndicats ont contribué à des campagnes contre les conservateurs. Ils croyaient le gouvernement de leur côté puisque celui-ci a procédé à plusieurs réformes et, depuis son arrivée au pouvoir en 2003, augmenté le salaire des enseignants de 25 %. Ces derniers promettaient de se souvenir de ce nouvel affront.

Or il suffit qu'une seule des deux circonscriptions en jeu échappe à Dalton McGuinty pour qu'il se retrouve sans majorité, mais dépourvu pour longtemps d'une partie de sa base.

Collaboratrice  
Le Devoir

# ÉDITORIAL

ÉLECTIONS DU 4 SEPTEMBRE

## Pour l'expérience

Le 4 septembre, un réel choix s'offre aux Québécois, alors que trois partis, aux visions très contrastées, se disputent le privilège de former le prochain gouvernement. Mettons de côté toutes ces promesses racoleuses qu'ils nous ont faites pour choisir plutôt le parti qui nous semble le plus apte à assurer le progrès du Québec.

Le Parti libéral de Jean Charest réclame un quatrième mandat. Ce parti n'a certes pas tous les défauts que l'on dit. Dans ce dernier mandat, il s'est attelé au redressement des finances publiques, ce en quoi il a bien réussi. De même pour l'emploi, où son programme d'infrastructures est arrivé à point nommé à la veille d'une récession. Son Plan Nord, même s'il fait miroiter un eldorado incertain, témoigne d'une préoccupation pour le développement économique.

À ce beau côté des choses, il y a toutefois un envers. Le gouvernement Charest est usé. Déserté par plusieurs de ses meilleurs éléments, il n'est que l'ombre de ce qu'il était il y a neuf ans. Son programme anémique se résume à la continuité. Si certains peuvent traduire ce mot par stabilité, rien n'est moins certain. Lui manque la capacité de rassembler. Le lien de confiance avec les Québécois s'est irrémédiablement brisé. Cinq semaines de campagne ne pouvaient suffire à faire oublier tous les heurts qu'il a eus avec la société civile, dont cette crise étudiante qu'il n'a pas su apaiser avant qu'elle ne dégénère. Ni cette appropriation des outils de l'État à des fins partisans qu'il s'est permise. Ni son incapacité de réagir avec vigueur aux allégations de collusion et de corruption dans l'industrie de la construction. Ce parti a grand besoin de retourner dans l'opposition.

En d'autres temps, la majorité des Québécois se tourneraient spontanément vers le Parti québécois pour remplacer le Parti libéral. Le bipartisme, avec sa règle d'alternance, cède la place aujourd'hui à un multipartisme duquel a émergé, avec une force inattendue, la Coalition avenir Québec. Elle répond visiblement à un désir de renouveau dans la politique. Avant de lui donner son vote, il faut se demander si ce parti est prêt à assumer le pouvoir. Son chef, François Legault, a indéniablement des qualités de leader. Porté par son ambition de devenir premier ministre, il s'est investi totalement dans son parti et dans cette campagne. Il est toutefois le seul au sein de son équipe de candidats à avoir une expérience ministérielle. À part les Jacques Duchesneau et



BERNARD DESCÔTEAUX

Gaétan Barrette, on ne sait qui seraient les principales figures du gouvernement qu'il formerait. Celui-ci aurait un long apprentissage à effectuer.

La prétention de la Coalition est de réussir là où le Parti libéral a échoué. « Nous on est capables, nous on va le faire », a répliqué inlassablement François Legault à propos du grand ménage qu'il engagerait à Hydro-Québec et dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Certes, l'intention est généreuse, car le but recherché n'est pas « moins d'État ». Il veut se donner les moyens d'agir pour mettre fin au décrochage scolaire et à cet autre grand décrochage qu'est la pénurie des médecins de famille. Mais le volontarisme ne suffit pas. L'opération n'est pas que comptable. On évacue ici les complexités des grandes organisations gouvernementales et les tensions qu'une opération faite à la hache plutôt qu'au scalpel entraînera. Ce parti ne nous apparaît pas encore prêt à assumer le pouvoir.

◆ ◆ ◆

Le mérite de l'alternance est l'aspect rédempteur que produit un long passage dans le purgatoire de l'opposition, comme vient d'en traverser le Parti québécois. Celui-ci n'en ressort pas radicalement transformé sur le plan des idées. Il est toujours social-démocrate et toujours souverainiste, et c'est bien ainsi. Ces neuf dernières années ont toutefois produit un changement de la garde bienvenu. Ce sont des hommes et des femmes issus d'une génération autre que celle de ses fondateurs qui constituent son équipe de candidats. Ils se sont aguerris sur les banquettes de l'opposition, où ils ont pu acquérir une connaissance approfondie de leurs dossiers. Ils ont à leur tête une politicienne de grande expérience qui a dirigé de nombreux ministères. Pauline Marois est prête à assumer la direction du gouvernement du Québec. Elle ne dégage pas le charisme qui a caractérisé les grands chefs du Parti québécois et elle ne suscite pas l'enthousiasme. En revanche, elle est persévérante et elle sait rassembler, ce qui lui a permis de réaliser comme ministre de grandes réformes sans susciter de heurts ni de tensions sociales.

Le Parti québécois se distingue aussi par sa volonté d'affirmation nationale, qu'il s'agisse de défendre la culture et la langue française, mais également sur le plan économique, notamment au chapitre de la gestion de nos ressources naturelles. Il est des gestes qui doivent être posés pour renforcer la loi 101, gestes auxquels la CAQ et le Parti libéral se refusent. De même pour les pouvoirs et compétences du Québec, dont on peut être certain qu'ils seront défendus avec ardeur par ce parti dont l'objectif est d'en faire un pays.

La tenue d'un référendum n'est pas pour demain. Pauline Marois, qui ne veut pas d'un troisième référendum perdu, sait que les Québécois n'y sont pas prêts. Le démontre bien le comportement attendu des électeurs le 4 septembre, qui s'apprennent à partager leurs voix de façon presque égale entre les trois principaux partis. Ils signalent ainsi qu'ils ne veulent pas être bousculés, pas plus par la CAQ, avec son grand ménage que par le PQ, avec un débat précipité sur la souveraineté. Les attentes des Québécois sont autres. Ils veulent un gouvernement qui répond d'abord à leurs besoins en santé, en éducation, en environnement, pour des services de garde. Un gouvernement qui préserve l'équilibre des finances publiques. Un gouvernement intègre et honnête. Nous croyons qu'aujourd'hui ce parti est celui qui peut le mieux servir le bien commun. Cet appui n'est toutefois pas sans réserve et ne constitue pas une adhésion à tous les éléments de son programme. Nous saurons exercer notre devoir de critique dans l'avenir.

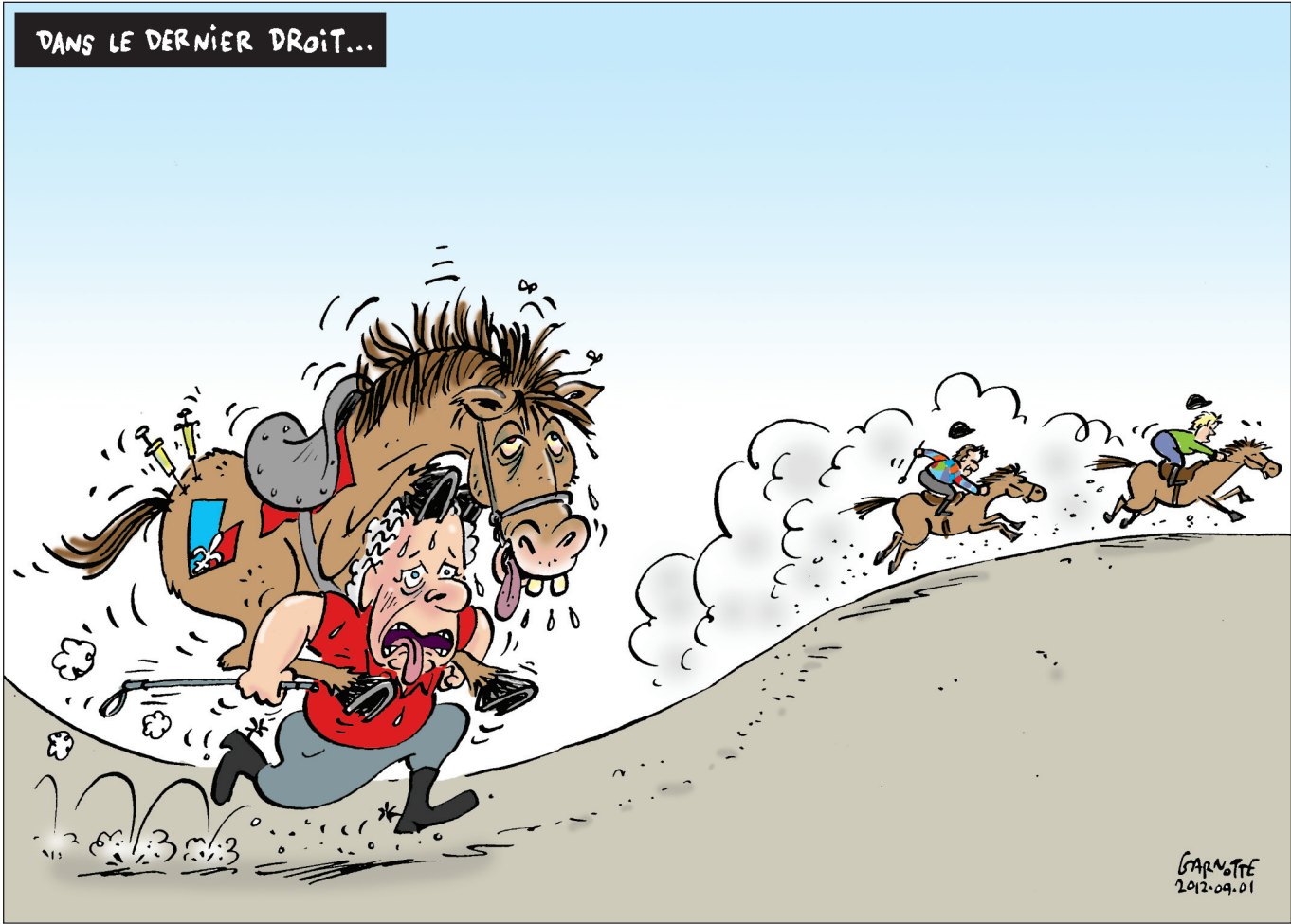
◆ ◆ ◆

Ce prochain gouvernement sera-t-il minoritaire ou majoritaire? On voudra qu'il soit majoritaire, cela est garant de stabilité. Pour s'en assurer, le Parti québécois appelle au « vote utile ». Ultimement, un « vote utile » sera un vote de conviction si l'on croit que se rallier au parti qui a le plus de chances de remporter la victoire est ce qui est le mieux pour le Québec. Mais il est tout aussi utile de voter pour un parti qui porte ses convictions profondes, peu importe qu'il n'ait aucune chance de former le gouvernement. En ce sens, les tiers partis comme Option nationale et Québec solidaire ont leur place à l'Assemblée nationale. Il y aura dans le prochain parlement une opposition forte. Il est souhaitable que toutes les tendances y aient leur place.

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



### LETTRES

#### Parole de vieux patriote ?

Cette course électorale qui s'achève est électrique? Stimulante et énervante? Déconcertante? Et comment! Elle marque la fin d'une époque, ma foi, avec cette course inhabituelle. À cinq. Une première au pays. À cinq? Disons à trois (Charest, Legault, Marois). On parle de gagner ou de perdre le pouvoir, quant aux résultats très prochains.

Enfant, c'était simple: c'était bleu ou rouge, conservateur ou libéral. Pour nos pères — mon père —, c'était toujours l'appui au « bon catholique » et « nationaliste » Maurice Duplessis.

Devenu jeune homme, sans cesse je votais libéral. Papa, en colère, en fut très désappointé. Bon sang ne peut mentir! Progressistes, on a fini par gagner; ce sera le bel ouvrage des quatre L: Lesage, Lajoie, Laporte et le cher Lévesque.

Après? De 1961 à... aujourd'hui, ce sera, pour les gens dans mon genre, la lutte pour l'indépendance et la social-

démocratie. Mais mardi, au bureau du vote, on va devoir faire face à trois partis en faveur de notre souveraineté (ON, QS et PQ). Aussi, je me dois de voter pour l'un de ces trois partis. Mais...

Un vieux comme moi, venu du RIN, puis du MSA, puis du PQ, ne défroque pas, ne bifurque pas. Abonné à la « cause sacrée », je n'en démordrai pas. Jusqu'à ma mort. Les chicanes actuelles sur « qui est pressé, qui ne l'est pas » m'apparaissent fantaisistes. On dit: « Votez utile. » Autrement dit: votez pour le parti capable de gagner. C'est une idée bien simple, toute raisonnable. Ainsi, je déclare ici pour qui je voterai mardi et tant pis pour le « sacré secret du vote ».

Est-ce que cela appuie l'adage populaire qui dit qu'« on ne change guère »? Oui, c'est bien vrai. A-t-il hâte à mardi, tard, le vieil écrivain patriote? Oh oui, évidemment.

Claude Jasmin  
Sainte-Adèle, le 29 août 2012

#### Vote stratégique: un peu d'histoire

Dans la présente campagne électorale, le Parti québécois appelle à voter stratégique, donc à voter pour lui, même si on préfère un autre parti. Petit rappel historique: en 1968, dans les mois qui ont mené à la fondation du Parti québécois, un des principaux arguments des gens qui militaient contre la fondation d'un nouveau parti était qu'il fallait « voter stratégique »... c'est-à-dire voter libéral pour empêcher la réélection du gouvernement de l'Union nationale d'alors. On évoquait la catastrophe que constituerait la réélection du vieux parti bleu! Cet appel n'a pas été entendu. Les gens qui ont fondé le Parti québécois, René Lévesque en tête, sont justement ceux qui ont refusé le vote stratégique! La catastrophe n'a pas eu lieu. L'Union nationale a été défaite. Et le PQ est né!

André Larocque  
Québec, le 30 août 2012

### REVUE DE PRESSE

## Entre devoir et compassion



MANON CORNELLIER  
à Ottawa

Oui, il a encore été question du Québec dans les pages éditoriales des quotidiens canadiens-anglais cette semaine, et toujours sur le même ton que les semaines précédentes. Je vous épargne donc ce sujet pour vous faire plutôt part d'un débat déchirant qui n'a eu à peu près aucun écho au Québec. On a appris cette semaine que la sénatrice libérale Joyce Fairbairn souffre de la maladie d'Alzheimer et qu'elle a participé à une douzaine de votes au Sénat le printemps dernier. Or elle avait été déclarée légalement inapte par son médecin dès février, et sa nièce ainsi que le chef de cabinet d'un autre sénateur agissent en son nom depuis avril.

Les libéraux ont annoncé qu'elle ne sera pas de retour et qu'elle prendra un congé de maladie d'une durée indéterminée. On ignore si elle démissionnera avant la fin de son mandat, en novembre 2014. Ayant été nommée en 1984, elle aurait droit dès maintenant à sa pension de sénatrice.

Jonathan Kay, du *National Post*, précise que critiquer cette situation n'équivaut pas à s'en prendre personnellement à la sénatrice. À son avis, cet épisode illustre à merveille la nécessité de réformer le Sénat et le manque de scrupules des libéraux. « Ou le Sénat canadien est important et utile ou il ne l'est pas. S'il l'est, cela exige par conséquent que ses membres soient intellectuellement compétents, ce qui n'est malheureusement plus le cas de M<sup>me</sup> Fairbairn. Si elle n'est plus légalement compétente pour signer le contrat d'achat d'une maison ou la vente d'actions, pourquoi ses collègues libéraux du Sénat l'ont-ils laissée

participer à des votes affectant 33 millions de personnes? Le fait qu'ils n'aient rien vu de mal à cela laisse entendre que, pour eux, leur institution n'est qu'une sinécure. » Selon Kay, en parler ne porte pas ombrage à Fairbairn, mais aux libéraux.

L'équipe éditoriale du *Post* aimerait croire que la décision de laisser M<sup>me</sup> Fairbairn poursuivre son travail au Sénat a été inspirée par la compassion de ses collègues. Après tout, sa maladie était connue et la direction conservatrice au Sénat n'a pas rouspété quand elle a été officiellement avisée de sa condition, il y a plus d'un mois. Mais s'il s'agissait de compassion, celle-ci était mal placée, affirme le *Post*. Parce que cela transforme en controverse une situation personnelle malheureuse. Parce que cela discrédite le Parlement en exacerbant les préjugés contre la Chambre haute que M<sup>me</sup> Fairbairn respectait. Plus insidieuse encore est cette idée de la laisser finir son mandat sous prétexte que cela ne fera pas de différence, les conservateurs étant majoritaires. « Soutenir qu'il importe peu qui siège au Sénat équivaut à dire que le Parlement lui-même est dépourvu de pertinence. » Selon le *Post*, cette affaire relance le débat sur l'indépendance des parlementaires.

#### Mauvaise décision

Don Braid, du *Calgary Herald*, soutient que le Sénat n'a fait que du tort à M<sup>me</sup> Fairbairn en la laissant participer aux votes. « Comme beaucoup d'Albertains qui connaissent Joyce, je suis dégoûté de voir son combat contre la maladie d'Alzheimer se transformer en cirque. » Il en blâme à la fois les libéraux et le Sénat qui, en la laissant continuer, l'ont exposée au ridicule et à une invasion de sa vie privée. Malade, Joyce Fairbairn ne pouvait savoir qu'elle devait arrêter. Son entourage devait prendre cette décision à sa place et il ne l'a pas fait. Ses collègues auraient dû, il y a des mois, lui offrir une porte de sortie digne et humaine.

En agissant comme ils l'ont fait, dit Baird, ils lui ont fait encore plus de tort.

L'*Ottawa Citizen* estime lui aussi que le Sénat a mal géré une situation que le quotidien juge d'intérêt public puisqu'il touche au « fonctionnement et à l'intégrité de la Chambre haute ». Que son cas ait été mal géré ou ait suscité une sympathie mal placée, il reste que c'était inacceptable de la laisser continuer, dit le *Citizen*. Le gros bon sens, poursuit-il, dicte qu'un sénateur incapable de faire son travail pour cause de maladie ne devrait plus servir au Sénat. Et si des règles sont nécessaires, qu'on les adopte.

#### Sympathie

L'*Edmonton Journal* opte pour la compassion et dit comprendre le dilemme auquel ont fait face les collègues de M<sup>me</sup> Fairbairn. « C'est tout à leur honneur si nos politiciens à Ottawa ont choisi de ne pas faire un plat du déclin vers la démence de M<sup>me</sup> Fairbairn et de la laisser continuer à voter après qu'elle a été déclarée légalement incompétente. » Le *Journal* convient que pareille situation ne peut durer, mais souligne que les Canadiens n'ont pas été lésés « pendant que ses amis et collègues tentaient de faire face à une situation humaine difficile que trop d'entre nous connaissent ».

David Akin, de l'agence QMI, rappelle que ni les libéraux ni M<sup>me</sup> Fairbairn n'ont enfreint de règle. Joyce Fairbairn elle-même n'a affiché aucun comportement étrange, n'a pas perturbé les travaux du Sénat, n'a pas embêté ses collègues. Elle a continué à voter comme le reste du caucus, n'a jamais fait honte à l'institution, et la forcer à démissionner maintenant ne changerait rien à l'équilibre des forces au Sénat. Akin convient toutefois que les règles devraient être éclaircies pour faire face à des cas comme celui-là, mais pour ce qui est de Joyce Fairbairn, qu'on la laisse tranquille.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

Surmonter le 4 septembre

CHRISTIAN NADEAU

Professeur de philosophie à l'Université de Montréal

Le 1<sup>er</sup> août, le lieutenant-gouverneur du Québec, Pierre Duchesne, signait le décret qui allait dissoudre l'Assemblée nationale et déclencher la 40<sup>e</sup> élection générale du Québec. Depuis ce jour, tout se passe comme si le débat d'idées avait été complètement écarté au profit de la seule rationalité partisane et du suivi au jour le jour des contingences qui affectent les politiciens.

Le déclenchement des élections a été le moment d'une reprise en main de la politique par les politiciens professionnels. Depuis lors, ceux-ci dominent complètement l'actualité, ce qui a pour effet de séparer davantage la société civile de ses représentants. Mais comment s'expliquer un tel engouement du public — car il s'agit bien de public — pour des Césars en manque de Rubicon, et dont la garde rapprochée contient toujours un ou deux Brutus?

Que s'est-il passé? Comment en sommes-nous venus là? Comment avons-nous pu si rapidement tourner le dos au formidable élan de mobilisation politique suscité par la grève étudiante et les événements du printemps dernier?

Quelles suites pour le printemps 2012?

En dehors des partis politiques, nous sommes tous responsables du climat délétère de ces élections. La fatigue et l'amertume qui inévitablement suivent un mouvement social d'une telle ampleur n'excusent pas tout, ni nos emplois du temps surchargés. Nous avons préféré reprendre la position confortable du spectateur et, qui plus est, pour assister à une pièce dont les personnages sont en quête d'auteurs. En ce moment plus que jamais, la population du Québec est à l'écoute de ses politiciens professionnels, alors que nous devrions connaître précisément la situation inverse.

Bien entendu, nous pouvons tenir les élus responsables pour avoir trahi notre confiance. Cela ne veut pas dire que leur pouvoir nous échappe. Ils sont libres d'outrepasser leurs prérogatives si, et seulement si, nous leur donnons toute latitude pour le faire, ne serait-ce que par notre passivité. De plus, nos sentiments de colère ou de frustration, qu'ils s'expriment par le vote ou par la contestation dans les rues, ne changeront rien à l'état actuel des choses si nous persistons à mettre au rancart nos obligations citoyennes.

La fin et les moyens

Nous le savons tous, il y a péril en la demeure. Je suis persuadé que la défaite du Parti libéral du Québec est essentielle si nous voulons éviter une transformation de fond en comble du Québec tel que nous le connaissons. Toutefois, quel que soit le résultat du vote, nous devons déjà penser aux lendemains du 4 septembre.

Voter, ou dénoncer une politique, militer pour un parti ou une cause, ces gestes ont leur importance, personne ne doit en douter. Mais plus fondamentalement, combattre la corruption exige de comprendre pourquoi celle-ci se perpétue. Lutter contre les inégalités demande d'identifier



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au printemps dernier, la grève fut une remise en question d'un ordre social où la politique appartient aux seuls élus. Il nous appartient dès aujourd'hui de donner suite à ces engagements, écrit Christian Nadeau.

les lieux où ces dernières sont les plus criantes.

Que savent les Québécois des problèmes de logement? Que savent-ils de la relation entre pauvreté et santé publique? Comment favoriser l'alphabétisation? Pourquoi et comment faut-il assurer le financement des services sociaux?

La prise de conscience de tels enjeux demande un processus continu d'éducation civique, lequel nécessite un échange constant pour éviter les œillères du dogmatisme et de l'idéologie. Inversement, la politique spectacle du mois dernier freine la compréhension des problèmes fondamentaux auxquels nous devons faire face et détourne notre attention des enjeux centraux au profit de considérations secondaires.

Au nom de quoi votons-nous?

Je ne condamne pas ici le processus électoral en lui-même, mais ce que nous en retenons: un pugilat d'ambitieux et un concours de promesses douteuses. Voter est un geste nécessaire et tout particulièrement maintenant, si infime soit l'influence du vote de chaque personne. Encore faut-il savoir pourquoi nous votons. Au nom de quoi? Que voulons-nous au juste? Que souhaitons-nous pour les mois et les années à venir?

Au printemps dernier, la grève fut une remise en question d'un ordre social où la politique appartient aux seuls élus. Il nous appartient dès aujourd'hui de donner suite à ces engagements. Il nous appartient de poursuivre ce dialogue civique et ce rassemblement citoyen. La grève, les manifestations, tout comme les élections, ne sont que des outils de la délibération démocratique. Sans de tels outils, nous ne serions pas en mesure d'exercer les fonctions citoyennes de surveillance et de défiance, ni non plus capables d'effectuer des choix. Il s'agit là toutefois d'un ensemble de moyens et non de fins en soi.

Un simple rapport de force?

On me répondra que je défends une vision idéalisée de la vie politique. Pour plusieurs, la politique relève du simple rapport de force. J'ai entendu la

même opinion, à gauche comme à droite, autant chez les politiciens que chez les commentateurs politiques, et je l'ai même entendue aussi très souvent parmi les militants de la grève étudiante. Pourtant, je n'arrive pas à comprendre qu'un rapport de force trouve sa justification en lui-même.

Dans les faits, je veux bien admettre que l'échange politique, qu'il ait lieu dans la rue, sur la scène médiatique ou parlementaire, s'approche davantage de la lutte que de la délibération. Mais si l'issue d'un débat social dépend uniquement du rapport de force, alors nous consentons à la loi du plus fort.

Qu'on me comprenne bien. Cela ne veut pas dire que la force doit être absente de tout rapport politique. Ce serait, d'une part, demander l'impossible et, d'autre part, réduire le débat à des croyances désincarnées. En effet, l'affirmation d'un engagement, le fait d'exprimer clairement ses positions, tout cela demande un effort contre des obstacles impressionnants. Cet effort contre l'adversité tient déjà en lui-même du rapport de force. Toutefois, si la force accompagne parfois une conviction, elle ne doit jamais en être une elle-même.

Il est grand temps que cette campagne électorale se termine pour enfin parler de politique. Il est temps que se mettent en place de vastes chantiers publics de réflexion commune et que nous puissions, quelles que soient nos allégeances politiques, justifier nos choix par des arguments, lesquels seront évalués en commun en dehors des joutes rhétoriques et des vanités partisanes.

Quel que soit le résultat du vote de mardi prochain, il faudra surmonter ces élections. Il faudra persévérer et rendre justice au combat des étudiants: celui d'une lutte pour l'éducation, par l'éducation. Si nous ne nous ressaisissons pas, la droite du Québec aura réussi au-delà de ses espérances: après avoir détourné l'Etat de son rôle, elle aura dépossédé la société civile de ses débats et de sa capacité à comprendre pourquoi il faut dire non à l'inadmissible.

Peuple en ressac



DENISE BOMBARDIER

Cette campagne électorale a mis en lumière le mouvement profond du Québec actuel. Un retour violent des vagues de tous ordres qui nous secouent depuis des années n'épargne personne, favorisant peut-être ceux qui vivent à la périphérie des enjeux et qui se retrouvent dans ces partis qui placent le pouvoir à distance.

Nous sommes un peuple aux affrontements multiples, loin désormais de ce minimum consensuel nécessaire à la survie de notre statut de minorité en terre d'Amérique. L'ancienne lutte souverainiste/fédéraliste, longtemps le moteur de nos choix électoraux, s'est considérablement estompée, faisant émerger une collision frontale entre souverainistes. Cette fois, le Parti québécois s'est fait faire un bébé dans le dos, soit Option nationale, bébé dont Jacques Parizeau revendique la paternité malgré son grand âge.

Ce printemps, plusieurs ont cru à un affrontement intergénérationnel, mais celui-ci apparaît moins évident et virulent que l'affrontement de classes s'exprimant à travers les parties en présence. Le PQ se fait doubler sur sa gauche par Québec solidaire d'une part, et le Parti libéral se retrouve avec une Coalition avenir Québec populiste sur sa droite.

Le ressentiment à l'égard des «riches» a teinté le débat public plus que jamais. Cette vieille haine de l'argent est l'héritage direct de cette culture française et catholique dont nous sommes encore tributaires malgré les hauts cris de ceux qui estiment que la culture passée s'efface comme la craie sur le tableau noir. Le président François Hollande avait, en avril, déclaré sa haine des riches, assertion qu'il s'est empressé de retirer plus tard. Pauline Marois doit s'excuser régulièrement d'être prospère et Françoise David, dont la politesse et la délicatesse trahissent ses origines de grande bourgeoise, a choisi depuis des décennies de vivre dans la modestie vestimentaire autant que matérielle.

Le PQ et la CAQ ont affirmé que les «riches» allaient payer pour leurs généreuses promesses, oubliant que si le nombre de «riches» a augmenté au Québec depuis 1960, c'est grâce en partie à l'émergence d'une bourgeoisie économique francophone tant souhaitée par les Parizeau, Landry et Bourassa. L'Etat québécois ne pouvait s'offrir les avantages de la social-démocratie dont nous avons été si fiers sans cet apport et celui soutenu longtemps de la Caisse de dépôt, du Mouvement Desjardins et d'autres stimulateurs de progrès.

Après que l'aisance de la classe moyenne a été érodée au fil des ans, qu'est-ce donc qu'un riche aujourd'hui au Québec? Cette lutte contre les hauts salariés «payeurs de taxes» contribue aussi à la dégradation du climat social. Et n'oublions pas que ces riches salariés à 100000\$ qui paient 50% de leurs revenus en impôts ne sont pas aussi nombreux que la cohorte de travailleurs au noir qui échappe au fisc. Et qui sont donc ces 40% de citoyens qui ne paient aucun impôt personnel?

Notre vieil et si familier affrontement anglais-français a perdu de sa vigueur, il semble passé de mode bien qu'on le retrouve intact dans le choix électoral. Mais en regard des luttes tout-terrain entre francophones, il pèse bien peu, sauf en permettant au PLQ de maintenir une proportion de sièges à l'Assemblée nationale. A cette élection, le PLQ, avec 17% du vote francophone, est un parti orphelin des francophones. Dure et triste réalité.

Personne, sauf les incurables, ne vote dans l'allégresse ce mardi 4 septembre. Personne ne sort indemne de cette campagne aux idées aller-retour, aux affirmations contredites où la langue elle-même fut réductrice, donc malmenée, et où la culture fut abordée en coulisse plutôt que sous les feux de la rampe.

Mardi soir, nous risquons tous d'être frustrés, car la frustration semble la constante de nos choix politiques depuis quelques décennies. Allons-nous retomber dans la fatigue culturelle du Canada français dont parlait avec doubleur Hubert Aquin?

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

ABOLITION DES COMMISSIONS SCOLAIRES

Chimère, faux-fuyant et démagogie

PAUL GÉRIN-LAJOIE

Premier titulaire du ministère de l'Éducation du Québec

La Coalition avenir Québec (CAQ) véhicule une idée sans bon sens, simpliste, que son chef François Legault n'est pas capable d'expliquer de façon convaincante: l'abolition des commissions scolaires, soi-disant pour réaliser d'hypothétiques économies qui seraient retournées aux écoles. Chimère et faux-fuyant! Il n'y aura pas d'économies puisque les commissions scolaires font face actuellement à des compressions budgétaires de 300 millions de dollars et que leurs coûts de gestion sont déjà les plus bas dans le secteur public.

Mais au-delà de cette valse des millions par centaines qui constitue un argument tout à fait démagogique tenté auparavant par l'Action démocratique du Québec (ADQ), ce qu'il faut surtout retenir, c'est que les commissions scolaires jouent un rôle essentiel, incontournable pour assurer une qualité de services aux élèves et aux parents du Québec, mais surtout pour assurer un partage équitable des ressources humaines et financières à tous les élèves, doués ou en difficulté, de milieu riche ou de milieu moins favorisé, des grands centres comme des villages éloignés.

Je dis donc aux Québécois: pensez-y bien avant d'adhérer à cet engagement de la CAQ qui peut sembler séduisant, mais qui mènerait le Québec dans un débat de structures stérile, sans preuve d'économies, mais plutôt avec un grand risque de chaos en éducation pour les années à venir au détriment des actions



LA PRESSE CANADIENNE

En 2008, Paul Gérin-Lajoie donnait son appui aux commissions scolaires au Forum sur la démocratie et la gouvernance des commissions scolaires.

importantes qui se mènent actuellement pour améliorer la persévérance scolaire et la réussite des élèves.

Parmi les meilleurs au monde

Ayons à l'esprit également que le Québec a un des meilleurs systèmes d'éducation au monde. Nous sommes au 5<sup>e</sup> rang parmi les pays de l'OCDE. Notre système public d'éducation dirigé par des commissions scolaires a été au cœur de la Révolution tranquille qui a propulsé le Québec aux plans social, culturel et économique, ce dont je suis très fier en tant que premier titulaire du ministère de l'Éducation du Québec.

Pourquoi ferions-nous l'erreur du Nouveau-Brunswick qui, après avoir aboli les commissions scolaires, les a recréées, particulièrement à la demande des parents qui tiennent, tout comme ici au Québec, à pouvoir interve-

nir localement et régionalement auprès de leur commission scolaire pour faire connaître leurs besoins et attentes plutôt que de se heurter à la porte du Complexe G à Québec?

Tâche alourdie

Ce que la CAQ préconise, ce n'est rien d'autre que d'alourdir la tâche déjà importante des directions d'établissement qui devront, selon les abolitionnistes, engager les enseignants, organiser le service de transport scolaire qui touche actuellement environ 550000 élèves, faire réparer la toiture de l'école et s'assurer que toutes les classes du Québec ont le matériel nécessaire pour enseigner à nos élèves.

D'une part, la CAQ veut recréer 3000 petites commissions scolaires comme à l'époque d'Emilie Bordeleau, avec comme conséquence plus de personnel administratif qu'il y en a actuellement dans les commissions scolaires. D'autre part, la CAQ veut détourner les directrices et les directeurs d'établissement de leur mission première de leader pédagogique.

La réussite plutôt que les structures

La priorité en éducation, l'urgence actuelle, c'est la lutte contre le décrochage scolaire. Les intervenants du réseau scolaire sont mobilisés et les résultats s'améliorent d'année en année, contrairement à ce qu'affirme la CAQ. Méconnaissance ou mauvaise foi?

Laissons de côté les débats de structures et investissons plutôt nos efforts dans la réussite des élèves et la valorisation de notre système d'éducation, du personnel et des élus scolaires, qui sont la voix des citoyens en éducation.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Deglise(société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert(santé). Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre) et information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gerald Dallaire (pupitre) et information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page editoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre Internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet), Karl Retinno-Parazzelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Monique Bhiéret (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Jean de Billy, Jennifer (Québec). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Daniel Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (reponsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

# JEUX DE MOTS

Chaque samedi pendant la saison estivale, pour une cinquième année, les lecteurs peuvent mettre leurs connaissances, et surtout leur patience, à l'épreuve en complétant les jeux préparés par notre collaborateur Michel Roy, professeur de français à la retraite. En règle générale, les amateurs de mots croisés ou de sudoku retrouveront aussi leur passe-temps favori dans cette page.

## QUI DIT QUOI? | 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2012

Dans le jeu suivant, on vous donne huit citations humoristiques dont chacune a été amputée d'un mot. Une liste des huit mots manquants figure ci-après; et vous aurez à placer chacun correctement aux endroits indiqués par un tiret.

Comme deuxième épreuve, on vous demande d'identifier les auteurs de chacune des citations, en puisant dans la liste des noms qui figure à la fin.

- 1 — Le \_\_\_\_\_ est une potiche posée sur le nez d'un mandarin ivre et qui éternue.
- 2 — On doit laisser parler les \_\_\_\_\_. Pendant ce temps, ils vieillissent.
- 3 — Les \_\_\_\_\_ sculptés ont eu beaucoup plus d'influence que les saints vivants.
- 4 — Les \_\_\_\_\_ bâtissent des châteaux en Espagne; les lecteurs les habitent et les éditeurs encaissent le loyer.
- 5 — Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage à demain si on ne nous paie pas le \_\_\_\_\_ d'aujourd'hui.
- 6 — J'ai souvent remarqué que les \_\_\_\_\_ épousaient de préférence des femmes adultères.
- 7 — Un imprimeur est un homme qui ne manque pas de \_\_\_\_\_ et qui cherche à faire bonne impression.
- 8 — À 979 ans, \_\_\_\_\_ était si bien conservé qu'il en paraissait à peine 375.

Liste des mots à ajouter (par ordre alphabétique) :

BONHEUR, CARACTÈRES, COCUS, ÉCRIVAINS, JEUNES, MATHUSALEM, SAINTS, SALAIRE

Liste des auteurs (par ordre alphabétique) :

ALPHONSE ALLAIS, TRISTAN BERNARD, JACQUES FERRON, MAXIME GORKI, GEORG LICHTENBERG, PIERRE LOTI, SERGE MIRJEAN, JACQUES PRÉVERT

## L'INTRUS | 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2012

Associez chacun des douze (12) éléments de la colonne de gauche à l'un des treize (13) éléments de la colonne de droite. Si le travail est bien fait, il restera un élément non utilisé dans la colonne de droite. C'est lui l'intrus.

### NOMS

- 1 — Accord
- 2 — Angle
- 3 — Bois
- 4 — Domaine
- 5 — Embarras
- 6 — Escalier
- 7 — Monde
- 8 — Mouton
- 9 — Partisan
- 10 — Salaire
- 11 — Tir
- 12 — Ventre

### ADJECTIFS

- a — aigu
- b — austère
- c — brut
- d — dérobé
- e — fanatique
- f — financier
- g — fou
- h — mort
- i — noir
- j — parfait
- k — plein
- l — précis
- m — public

|   |  |   |  |   |  |    |  |    |  |    |  |
|---|--|---|--|---|--|----|--|----|--|----|--|
| 1 |  | 2 |  | 3 |  | 4  |  | 5  |  | 6  |  |
| 7 |  | 8 |  | 9 |  | 10 |  | 11 |  | 12 |  |

L'INTRUS =

## PROVERBES DÉSORDONNÉS | 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2012

Voici quatre proverbes étrangers dont les mots ont été volontairement mélangés. Vous devez donc les reconstituer sous leur forme originale en replaçant le tout dans le bon ordre.

- 1 — est vide fardeau ventre lourd (gaélique)
- 2 — est l' du oisive tête diable une atelier (anglais)
- 3 — pas à son on mains ne métier se les salit faire (italien)
- 4 — tout à serpent l' poison et miel est au abeille (espagnol)

|   |  |
|---|--|
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |

### SOLUTIONS

#### QUI DIT QUOI?

- 1- bonheur - Loti
- 2- jeunes - Ferron
- 3- saints - Lichtenberg
- 4- écrivains - Gorki
- 5- salaire - Prévert
- 6- cocus - Allais
- 7- caractères - Mirjean
- 8- Mathusalem - Bernard

#### L'INTRUS

1 j - 2 a - 3 h - 4 m - 5 f - 6 d - 7 g - 8 i - 9 e - 10 c - 11 l - 12 k  
l'intrus : austère

#### PROVERBES DÉSORDONNÉS

- 1- Ventre vide est lourd fardeau.
- 2- Une tête oisive est l'atelier du diable.
- 3- On ne se salit pas les mains à faire son métier.
- 4- Tout est miel à l'abeille et poison au serpent.

#### CORPS À CORPS

1 c - 2 j - 3 i - 4 a - 5 l - 6 h - 7 b - 8 e - 9 d - 10 k - 11 f - 12 g

#### MOTS CROISÉS D'ANAGRAMMES

|   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|
| C | R | A | I | E |
| A | L |   | C |   |
| R | A | G | E | R |
| T | U |   | U |   |
| E | L | E | V | E |

## CORPS À CORPS | 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2012

Associez chaque expression (1 à 12), colonne de gauche, à sa signification (a à l), colonne de droite.

- 1 — Se mettre le doigt dans l'œil.
- 2 — Faire dresser les cheveux sur la tête.
- 3 — Avoir la langue trop longue.
- 4 — Se faire du mauvais sang.
- 5 — Tirer les vers du nez.
- 6 — Se casser la tête.
- 7 — Être pris la main dans le sac.
- 8 — Se mettre les pieds dans les plats.
- 9 — Recevoir quelqu'un à bras ouverts.
- 10 — Prendre le mors aux dents.
- 11 — Mettre la puce à l'oreille de quelqu'un.
- 12 — Avoir quelqu'un dans le nez.

- a — Se tourmenter à l'extrême, être très inquiet.
- b — Être pris sur le fait.
- c — Intervenir de façon maladroite.
- d — Accueillir quelqu'un avec effusion, avec empressement.
- e — Se tromper, faire une grosse bétise.
- f — Éveiller les soupçons.
- g — En vouloir à quelqu'un.
- h — Se tourmenter pour trouver la solution d'un problème.
- i — Ne pas savoir garder un secret.
- j — Inspirer un sentiment d'horreur.
- k — S'emporter, se mettre subitement en colère.
- l — Faire parler quelqu'un, le questionner habilement.

|   |  |   |  |   |  |    |  |    |  |    |  |
|---|--|---|--|---|--|----|--|----|--|----|--|
| 1 |  | 2 |  | 3 |  | 4  |  | 5  |  | 6  |  |
| 7 |  | 8 |  | 9 |  | 10 |  | 11 |  | 12 |  |

## MOTS CROISÉS D'ANAGRAMMES | 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2012

Voici une grille de mots croisés plutôt originale. Chaque définition a été remplacée par un mot-indice dont vous devez trouver l'anagramme. C'est cette anagramme qu'il faut inscrire dans la grille.

Exemple : si on vous donne comme mot-indice **AMPLE**, vous devez inscrire dans la grille une anagramme de **AMPLE**, soit **LAMPE** ou **PALME**. À vous de faire le bon choix... Et ainsi de suite pour chaque mot.

|   |   |  |   |  |   |
|---|---|--|---|--|---|
|   | A |  | B |  | C |
| 1 |   |  |   |  |   |
|   |   |  |   |  |   |
| 3 |   |  |   |  |   |
|   |   |  |   |  |   |
| 5 |   |  |   |  |   |

### HORIZONTAL

- 1 - Carie
- 3 - Garer
- 5 - Levée

### VERTICAL

- A - Trace
- B - Gaule
- C - Curée

### MOTS CROISÉS

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
|    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 2  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 3  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 4  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 5  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 6  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 7  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 8  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 9  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 10 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 11 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |

2042

#### HORizontalement

1. Arbre voisin du sapin - Prénom.
2. Irascible - Petits hommes.
3. Apparition de boutons - Ville du Japon.
4. Hameau antillais - Lisses.
5. Arrivé au monde - Insuffisance rénale grave.
6. Occupe la place d'honneur - Pas rares.
7. Mort - A très froid.
8. Musique algérienne - Aller au-delà de ce qui a été dit.
9. Relative aux fonctions intellectuelles.
10. Châtiment - Il vit seul.
11. Puritains - Négation.
12. Natte - Narine de rorqual.

4. Dieu de la Mer - Explicites.
5. Obtint - Comportent des listes d'ingrédients.
6. Boyau d'un animal - École française - Dans la gamme.
7. Brutale.
8. Soucis - Instrument agricole.
9. Eau congelée.
10. Cinquante-trois - Apprêt de viande moulée.
11. Gardé secret - Manière de s'exprimer.
12. Lestes - Sous-officier.

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1  | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1  | M | E | N | T | I | O | N |   | C  | R  | E  |
| 2  | A | M | E | R |   | U | R | A | E  | T  | E  |
| 3  | R | E | T | A | P | E |   | S | P  | A  | R  |
| 4  | T | U | T |   | N | O | T |   | O  | I  | R  |
| 5  | Y |   | E | M | O | T |   | I | O  | N  | N  |
| 6  | R | A | I | S | A | I | S |   | E  | R  | S  |
| 7  | C |   | T | I | R | S |   | E | S  | E  |    |
| 8  | H | U | M | I | D | E |   | T | S  | U  | I  |
| 9  | A | M | U | S | E | T | T | E |    | M  | A  |
| 10 | M | I | C | A |   | A | R | R |    | I  | M  |
| 11 | A | N | O | N |   | Y | M | E |    | C  | U  |
| 12 | S | E | R | T |   | E | S | T |    | I  | M  |

2041

SOLUTION DU DERNIER

#### VERTICALEMENT

1. Critiquer avec violence - Prétentieux.
2. Se mettre à table - Passion.
3. Gouffre - Ignoble.

## Mots-croisés du samedi

|      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
|      | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| I    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| II   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| III  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| IV   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| V    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VI   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VII  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| VIII |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| IX   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| X    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |

#### Horizontalement

**I.** Sensibles et instables selon l'humeur du temps. **II.** Une fois lancée vous aurez beaucoup de mal à l'arrêter. Elle arrive et repart toujours à temps. **III.** Pas du genre rasoir. Sa lecture réserve bien des secrets. **IV.** Introduit la conséquence. Travaille sur la chaîne. **V.** Pris en considération. Met en place. **VI.** Diffuse la musique de notre temps. Descend du Jura. Nouer aux deux bouts. **VII.** Pour une bonne purge. Accord. **VIII.** Plein de vivacité. Acquittas. **IX.** Possessif. Mélange pour renforcer. **X.** Eux aussi ont de toutes façons tort.

#### Verticalement

**1.** Quand un double ne suffit pas. **2.** Permet de tout faire passer. Dit tout sur votre compte. **3.** Tendues pour faire tomber. **4.** Crier comme un porteur de bois. Perce la peau. **5.** Fait pour sortir... ou pour empêcher de sortir. Roi des dieux. **6.** Cercles poétiques. Son coup est renversant. **7.** Passage aménagé. Article. **8.** Interjection. Tête de goinfre. Ramassé sur le tapis. **9.** Passé sur la piste. Paresseux. **10.** Réaction d'humeur. Maintient les sables en place. **11.** Allure. Fait de l'ombre. **12.** Découpés pour une bonne organisation.

Philippe Dupuis

#### Solution du n° 103

##### Horizontalement

**I.** Diffamatrice. **II.** Epouseur. Lip. **III.** Ment. Aalto. **IV.** Occasions. Ru. **V.** Cation. Ios. **VI.** Il. Gamines. **VII.** Apollinienne. **VIII.** Tune. Tes. **IX.** Il. Cet. Vêue. **X.** Ellipsoidal.

##### Verticalement

**1.** Démocratie. **2.** Ipéca. Pull. **3.** Fonction. **4.** Futaille. **5.** As. So. Cp. **6.** Méningites. **7.** Au. Aneto. **8.** Transmis. **9.** As. Je. Ud. **10.** Ill. Innova. **11.** Citroën. El. **12.** Épousée.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 104

Philippe Dupuis est également l'auteur des mots-croisés du Monde